

Il faut entendre par rémunération le traitement de base visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 18 mars 2003 relatif au statut pécuniaire des militaires de tous rangs et au régime des prestations de service des militaires du cadre actif au-dessous du rang d'officier éventuellement augmenté de l'allocation de foyer et de l'allocation de résidence.

Le pécule de vacances est réduit à due concurrence si la rémunération n'a pas été payée à temps plein ou durant toute l'année de référence.

Il faut entendre par congé pour maladie les absences pour motif de santé des militaires.

Il faut entendre par travail à temps partiel du régime volontaire de travail de la semaine de quatre jours et du départ anticipé à mi-temps."

**Art. 5.** L'arrêté royal du 10 juillet 2002 accordant une prime de restructuration à certains militaires, modifié par les arrêtés royaux des 3 avril 2003 et 14 juillet 2006, est abrogé.

**Art. 6.** Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 novembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
S. VANDEPUT

Onder bezoldiging wordt verstaan de basiswedde bedoeld in artikel 6 van het koninklijk besluit van 18 maart 2003 houdende bezoldigingsregeling van de militairen van alle rangen en betreffende het stelsel van de dienstprestaties van de militairen van het actief kader beneden de rang van officier vermeerderd met de eventuele haard- en standplaatstoelage.

Het vakantiegeld wordt op evenredige wijze verminderd als de bezoldiging niet voltijds of tijdens het hele referentiejaar werd betaald.

Onder ziekteverlof wordt verstaan de afwezigheid om gezondheidsredenen van de militairen.

Onder deeltijds werk wordt verstaan de vrijwillige arbeidsregeling van de vierdagenweek en de halftijds vervroegde uitstap."

**Art. 5.** Het koninklijk besluit van 10 juli 2002 tot toekenning van een herstructureringspremie aan sommige militairen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 april 2003 en 14 juli 2006, wordt opgeheven.

**Art. 6.** De minister bevoegd voor Defensie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 november 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,  
S. VANDEPUT

#### MINISTERE DE LA DEFENSE

[C – 2019/10256]

#### 20 DECEMBRE 2018. — Arrêté royal relatif au congé politique des militaires

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics, les articles 2, modifié par les lois des 4 mai 1999 et 4 février 2003, 3, modifié par les lois des 4 février 2003 et 27 mars 2006, 4, modifié par la loi du 4 mai 1999, 5, modifié par les lois des 4 mai 1999, 25 mai 1999, 4 février 2003 et 27 mars 2006, 6, modifié par les lois des 4 mai 1999, 4 février 2003 et 27 mars 2006, 8 à 10, modifiés par la loi du 4 février 2003, et 11;

Vu la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, les articles 172, § 2, modifié par la loi du 19 novembre 2017, 173, modifié par la loi du 31 juillet 2013 et l'arrêté royal du 10 avril 2014, et 174, modifié par la loi du 19 novembre 2017;

Vu l'arrêté royal du 7 septembre 2006 relatif au congé politique des militaires;

Vu le protocole de négociation N-458 du Comité de négociation du personnel militaire, conclu le 14 septembre 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'Etat le 24 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> la loi du 28 février 2007: la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées;

2<sup>o</sup> la loi du 18 septembre 1986: la loi du 18 septembre 1986 instituant le congé politique pour les membres du personnel des services publics;

#### MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[C – 2019/10256]

#### 20 DECEMBER 2018. — Koninklijk besluit betreffende het politiek verlof van de militairen

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten, de artikelen 2, gewijzigd bij de wetten van 4 mei 1999 en 4 februari 2003, 3, gewijzigd bij de wetten van 4 februari 2003 en 27 maart 2006, 4, gewijzigd bij de wet van 4 mei 1999, 5, gewijzigd bij de wetten van 4 mei 1999, 25 mei 1999, 4 februari 2003 en 27 maart 2006, 6, gewijzigd bij de wetten van 4 mei 1999, 4 februari 2003 en 27 maart 2006, 8 tot 10, gewijzigd bij de wet van 4 februari 2003, en 11;

Gelet op de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht, de artikelen 172, § 2, gewijzigd bij de wet van 19 november 2017, 173, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2013 en het koninklijk besluit van 10 april 2014, en 174, gewijzigd bij de wet van 19 november 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 september 2006 betreffende het politiek verlof van de militairen;

Gelet op het protocol van onderhandelingen N-458 van het Onderhandelingscomité van het militair personeel, gesloten op 14 september 2018;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 24 oktober 2018 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Defensie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet verstaan worden onder:

1<sup>o</sup> de wet van 28 februari 2007: de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht;

2<sup>o</sup> de wet van 18 september 1986: de wet van 18 september 1986 tot instelling van het politiek verlof voor de personeelsleden van de overheidsdiensten;

3° le mandat: un des mandats politiques visés à l'article 172, paragraphe 2, de la loi du 28 février 2007;

4° le ministre: le ministre de la Défense.

§ 2. Par congé politique pour l'exercice d'un mandat politique, il faut entendre:

1° soit une dispense de service, qui n'a aucune incidence sur la situation administrative et pécuniaire d'un militaire;

2° soit un congé politique facultatif, accordé à la demande du militaire;

3° soit un congé politique d'office, auquel le militaire ne peut pas renoncer, s'il exerce les mandats politiques visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, de la loi du 18 septembre 1986 ou s'il exerce en sa qualité de militaire une fonction visée à l'article 174, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 2007.

**Art. 2.** La déclaration d'intention de se porter candidat visé à l'article 173, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi du 28 février 2007, doit être transmise au ministre par envoi recommandé.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le militaire qui est élu pour un mandat notifie par tout moyen de communication écrit avec accusé de réception auprès de son chef de corps le mandat qu'il envisage d'exercer et la date de sa prestation de serment, au plus tard dix jours ouvrables avant la date de sa prestation de serment.

Ce moyen de communication écrit avec accusé de réception est accompagné d'une attestation qui confirme le mandat du militaire concerné et qui mentionne le nombre d'habitants de la commune, de la province ou du district concerné.

Le militaire qui est élu pour un mandat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, en qualité de suppléant et qui est appelé à exercer son mandat, n'est pas tenu par le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Il notifie immédiatement par tout moyen de communication écrit avec accusé de réception auprès de son chef de corps le mandat, accompagné de l'attestation visée à l'alinéa 2.

Si le mandat que le militaire concerné exerce prend fin avant la date de fin prévue, le militaire le notifie par tout moyen de communication écrit avec accusé de réception auprès de son chef de corps.

§ 2. Les documents visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont transmis directement, par la voie du chef de corps, au directeur général human resources.

§ 3. Les congés politiques auxquels le militaire concerné a droit conformément à la loi du 18 septembre 1986, sont octroyés par le directeur général human resources, qui transmet sa décision sans délai par écrit au militaire concerné et à son chef de corps.

La décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> mentionne également le mandat du militaire concerné et le nombre d'habitants de la commune, la province ou le district concerné.

Le congé politique prend cours à la date de la prestation de serment et expire au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui de la fin du mandat.

Pour le militaire visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 4, le congé politique cesse le premier jour qui suit le mois où il a été mis fin au mandat.

§ 4. Conformément à la décision visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, la dispense de service et/ou le congé politique facultatif sont pris au choix du militaire concerné, après en avoir avisé le chef de service.

Sauf si elle est octroyée pour l'exercice du mandat de conseiller provincial, la dispense de service ne peut pas être reportée d'un mois à l'autre.

Pour l'exercice des mandats visés à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, de la loi du 18 septembre 1986, et conformément à la décision visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le militaire concerné est mis en congé politique d'office après en avoir avisé le chef de service.

Les modalités concernant la prise de congé politique sont fixées dans un règlement arrêté par le ministre.

Le nombre de jours de congé politique est déterminé en rapport avec les services effectivement prestés par le militaire concerné.

3° het mandaat: één van de politieke mandaten bedoeld in artikel 172, paragraaf 2, van de wet van 28 februari 2007;

4° de minister: de minister van Defensie.

§ 2. Onder politiek verlof voor het uitoefenen van een politiek mandaat, wordt begrepen:

1° ofwel een vrijstelling van dienst, die geen weerslag heeft op de administratieve en geldelijke toestand van de militair;

2° ofwel een facultatief politiek verlof, dat op aanvraag van de militair wordt toegekend;

3° ofwel een politiek verlof van ambtswege, waaraan de militair zich niet kan onttrekken, wanneer hij de politieke mandaten bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° tot 3°, van de wet van 18 september 1986 uitoefent of wanneer hij in zijn hoedanigheid van militair een functie uitoefent bedoeld in artikel 174, paragraaf 2, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007.

**Art. 2.** De intentieverklaring om zich kandidaat te stellen bedoeld in artikel 173, eerste lid, 1°, van de wet van 28 februari 2007, moet worden overgemaakt aan de minister met een aangetekende zending.

**Art. 3.** § 1. De militair die verkozen is voor een mandaat stelt zijn korpscommandant met eender welk schriftelijk communicatiemiddel tegen ontvangstbewijs in kennis van het mandaat dat hij overweegt uit te oefenen en van de datum van zijn eedaflegging, ten laatste tien werkdagen vóór de datum van de eedaflegging.

Dit schriftelijk communicatiemiddel tegen ontvangstbewijs wordt vergezeld van een attest dat het mandaat van de betrokken militair bevestigt en dat het aantal inwoners van de betrokken gemeente, provincie of het betrokken district vermeldt.

De militair die verkozen is voor een mandaat bedoeld in het eerste lid, in de hoedanigheid van opvolger en die opgeroepen wordt om zijn mandaat uit te oefenen, is niet gebonden door de termijn bedoeld in het eerste lid. Hij stelt zijn korpscommandant onverwijld in kennis van het mandaat, met eender welk schriftelijk communicatiemiddel tegen ontvangstbewijs vergezeld van het attest bedoeld in het tweede lid.

Indien het mandaat dat de betrokken militair uitoefent een einde neemt voor de voorziene einddatum, stelt de militair zijn korpscommandant met eender welk schriftelijk communicatiemiddel tegen ontvangstbewijs hiervan in kennis.

§ 2. De documenten bedoeld in paragraaf 1 worden via de korpscommandant rechtstreeks overgemaakt aan de directeur-generaal human resources.

§ 3. De politieke verlopen waarop de betrokken militair overeenkomstig de wet van 18 september 1986 recht heeft, worden toegekend door de directeur-generaal human resources, die zijn beslissing zo snel mogelijk schriftelijk overmaakt aan de betrokken militair en zijn korpscommandant.

De beslissing bedoeld in het eerste lid vermeldt eveneens het mandaat van de betrokken militair en het aantal inwoners van de betrokken gemeente, provincie of het betrokken district.

Het politiek verlof vangt aan op de datum van de eedaflegging en eindigt uiterlijk op de laatste dag van de maand die volgt op de dag waarop het mandaat einde neemt.

Voor de militair bedoeld in paragraaf 1, vierde lid van dit artikel, vervalt het politiek verlof vanaf de eerste dag die volgt op de maand waarop een einde werd gesteld aan het mandaat.

§ 4. De vrijstelling van dienst en/of het facultatief politiek verlof worden opgenomen, in overeenstemming met de beslissing bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, naar keuze van de betrokken militair, na het diensthoofd daarvan in kennis te hebben gesteld..

Behalve indien zij is toegekend voor het uitoefenen van een mandaat van provincieraadslid, mag de vrijstelling van dienst niet van één maand naar een andere maand worden overgedragen.

Voor de uitoefening van bepaalde mandaten bedoeld in artikel 6, eerste lid, 1° tot 3°, van de wet van 18 september 1986, en overeenkomstig de beslissing bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, wordt de betrokken militair met politiek verlof van ambtswege gezonden. De betrokken militair legt de kalender van zijn politieke verlopen van ambtswege vast, na het diensthoofd daarvan in kennis te hebben gesteld.

De nadere regels betreffende het opnemen van het politiek verlof worden bepaald in een reglement uitgevaardigd door de minister.

Het aantal dagen politiek verlof wordt bepaald in verhouding tot de door de betrokken militair effectief gepresteerde diensten.

§ 5. Le cas échéant, si la décision visée au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, doit être modifiée, le militaire concerné peut, conformément à la procédure visée dans cet article, demander une nouvelle décision relative au congé politique.

La demande visée à l'article 9 de la loi du 18 septembre 1986 d'obtention d'un congé politique, selon le cas, à mi-temps ou à temps plein, est introduit auprès du directeur général human resources, par tout moyen de communication écrit avec accusé de réception.

**Art. 4.** Le chef de corps, informé conformément à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>, du mandat d'un militaire qui exerce en sa qualité de militaire une des fonctions visées à l'article 174, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 28 février 2007, place le militaire concerné en congé politique d'office à temps plein.

Ce congé politique d'office à temps plein prend cours à la date de la prestation de serment.

La décision du chef de corps visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est notifiée par tout moyen de communication écrit avec accusé de réception auprès du militaire concerné dans les cinq jours ouvrables qui suivent la notification visée à l'article 3, paragraphe 1<sup>er</sup>.

Le chef de corps informe immédiatement le directeur général human resources, après quoi la procédure à l'article 3, paragraphe 3 est suivie.

**Art. 5.** Sans préjudice de la date limite visée à l'article 174, paragraphe 6, alinéa 2, de la loi du 28 février 2007, il peut être mis fin au congé politique par accord réciproque entre le militaire concerné, le chef du service et le directeur général human resources, à une autre date dans le mois durant lequel le mandat prend fin.

**Art. 6.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 10 avril 2014 portant exécution de l'article 271/5 de la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées, modifié par les arrêtés royaux du 29 janvier 2016 et 19 juillet 2018, les mots "173, 174, § 2, alinéa 3," sont abrogés.

**Art. 7.** L'arrêté royal du 7 septembre 2006 relatif au congé politique des militaires est abrogé.

**Art. 8.** Le ministre qui a la Défense dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 décembre 2018.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense,  
S. LOONES

§ 5. Desgevallend, indien de beslissing bedoeld in paragraaf 3, eerste lid, moet worden aangepast, kan de betrokken militair overeenkomstig de procedure bedoeld in dit artikel een nieuwe beslissing betreffende het politiek verlof vragen.

Het verzoek bedoeld in artikel 9 van de wet van 18 september 1986 voor het bekomen van, naar gelang het geval, halftijds of voltijds politiek verlof, wordt ingediend met eender welk schriftelijk communicatiemiddel tegen ontvangstbewijs bij de directeur-generaal human resources.

**Art. 4.** De korpscommandant, die overeenkomstig artikel 3, paragraaf 1, in kennis gesteld wordt van een mandaat van een militair die in zijn hoedanigheid van militair één van de functies bedoeld in artikel 174, paragraaf 2, eerste lid, van de wet van 28 februari 2007, uitoefent, plaatst de betrokken militair in voltijds politiek verlof van ambtswege.

Dit voltijds politiek verlof van ambtswege vangt aan op de datum van de eedaflegging.

De beslissing van de korpscommandant bedoeld in het eerste lid, wordt met eender welk schriftelijk communicatiemiddel tegen ontvangstbewijs ter kennis gebracht van de betrokken militair binnen de vijf werkdagen na de kennisgeving bedoeld in artikel 3, paragraaf 1.

De korpscommandant brengt onverwijld de directeur-generaal human resources op de hoogte, waarna de procedure in artikel 3, paragraaf 3, wordt gevolgd.

**Art. 5.** Onder voorbehoud van de einddatum, bedoeld in artikel 174, paragraaf 6, tweede lid, van de wet van 28 februari 2007, kan het politiek verlof in onderling akkoord tussen de betrokken militair, het diensthoofd en de directeur-generaal human resources beëindigd worden op een andere datum binnen de maand waarin het mandaat eindigt.

**Art. 6.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 april 2014 houdende uitvoering van artikel 271/5 van de wet van 28 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de militairen en kandidaat-militairen van het actief kader van de Krijgsmacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 januari 2016 en 19 juli 2018, worden de woorden "173, 174, § 2, derde lid," opgeheven.

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 7 september 2006 betreffende het politiek verlof van de militairen wordt opgeheven.

**Art. 8.** De minister bevoegd voor Defensie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 december 2018.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Defensie,  
S. LOONES

#### AGENCE FEDERALE DES MEDICAMENTS ET DES PRODUITS DE SANTE

[C - 2019/10331]

10 JANVIER 2019. — Arrêté ministériel portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de direction instauré auprès de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé

La Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 20 juillet 2006 relative à la création et au fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, l'article 8, § 2, alinéa 2, inséré par la loi du 10 décembre 2009;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, l'article 16, § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2, remplacé par l'arrêté royal du 5 septembre 2002;

Vu l'arrêté royal du 14 février 2008 fixant le lieu d'établissement, l'organisation et le fonctionnement de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, l'article 4;

#### FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR GENEESMIDDELEN EN GEZONDHEIDSPRODUCTEN

[C - 2019/10331]

10 JANUARI 2019. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Directiecomité ingesteld bij het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 20 juli 2006 betreffende de oprichting en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, artikel 8, § 2, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 10 december 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, artikel 16, § 1, eerste en tweede lid, vervangen bij het koninklijk besluit van 5 september 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 februari 2008 tot vaststelling van de vestigingsplaats, de organisatie en de werking van het Federaal Agentschap voor Geneesmiddelen en Gezondheidsproducten, artikel 4;